



Instabilité financière mondiale et chute du prix du carbone

La chute des prix des produits pétroliers, la forte instabilité des marchés financiers mondiaux, les craintes d'une récession aux États-Unis qui pourrait contribuer à un ralentissement majeur de l'économie en Europe et en Asie, sont des troubles qui ont eu un impact fort sur le marché du carbone ces dernières semaines : la valeur de l'Allocation carbone au sein du marché européen a ainsi chuté de 23,6 € fin décembre 2007 à 19,6 € le 24 janvier 2008, soit une chute de presque 20 % en moins d'un mois du prix de la tonne de carbone sur ce marché !

Les URCEs suivent logiquement cette mouvance : l'URCE devant être livrée en décembre 2008 était vendue le 8 janvier 2008 à 17,58 € sur le marché secondaire. Elle était vendue à moins de 15,7 € le 22 janvier 2008, plus de 11 % de moins en 15 jours !

UE : Propositions de la Commission Européenne pour les émissions en GES 2013-2020

Le 23 janvier 2008, la Commission Européenne a publié ses propositions au sujet du système d'échange des quotas d'émissions en GES au niveau des pays européens et ce pour la troisième phase 2013-2020. Parmi ces recommandations on note que :

Le niveau global des émissions des pays de l'Europe sera réduit de 1 974 MT CO₂eq en 2013 à 1 720 MT vers 2020 (ce qui représente 21 % au dessous du niveau de 2005) :

- Dans un effort visant à harmoniser la méthode de répartition, la Commission a proposé que dès 2013, elle décidera elle-même combien d'allocations recevra chaque installation ;
- La Commission propose d'étendre le système pour y inclure les émissions provenant de la pétrochimie, de l'ammoniac et du secteur de l'aluminium. Cela va stimuler la couverture du système de 100 millions de tonnes de CO₂eq, ce qui représente 5 pour cent du total d'allocation annuelle de la deuxième phase ;
- Le recours au MDP-MOC sera fortement réduit pour cette troisième phase sauf si un nouveau traité international sur l'utilisation de ces crédits était signé d'ici là ;
- Dès 2013, le secteur de l'électricité sera à 100 % soumis à des limitations d'émissions en GES ;
- Le report des allocations des émissions de la phase deux (2008-2012) à la phase trois (2013-2020) sera possible et ce sans limitation.

Il s'agit là de propositions plutôt bonnes et intéressantes pour le marché européen mais aussi plutôt mauvaises pour le MDP et la MOC !!

UE : le MDP et la proposition de la Commission Européenne pour 2013-2020

Dans la proposition de la Commission Européenne, l'utilisation des crédits Kyoto serait limitée - selon les estimations de Point Carbon - pour une installation donnée à 5,6 % de son allocation pour la période 2008-2020. Ceci, si l'engagement de l'Europe de réduction des émissions d'ici à 2020 reste de 20 %. Par contre, s'il est plus important que 20 %, la moitié de cet engagement supplémentaire de réduction pourrait être tenu avec des crédits Kyoto.

Cette proposition pourrait signifier que seulement 1,4 milliards de crédits sur la période 2008-2020 pourraient être utilisés par les entreprises de l'UE si un cadre mondial pour limiter les émissions de gaz à effet de serre ne parvient pas à se matérialiser, toujours selon Point Carbon.

Cette décision envisagée par l'UE de placer des limites rigoureuses sur l'utilisation des crédits Kyoto par les 27 pays après 2012 serait un revers pour le protocole de Kyoto et surtout pour le Mécanisme pour un Développement Propre (MDP). Les prix des URCEs s'en ressentent fortement !!

Espérons que ce point sera revu lors de la discussion de cette proposition les semaines à venir.

UE : Propositions de la Commission Européenne pour les ER d'ici à 2020 !!

La Commission Européenne a annoncé ses propositions aux 27 états membres, en vue d'augmenter la production d'électricité à partir des énergies renouvelables et a proposé un système d'échange pour aider les pays à atteindre leurs objectifs.

Le secteur des énergies renouvelables comprend pour l'UE : l'électricité, le chauffage, la climatisation et les transports. L'objectif visé est un objectif contraignant global de 20 pour cent d'utilisation d'énergies renouvelables d'ici à 2020. Il s'agit aussi d'atteindre un objectif minimal de 10 pour cent de biocarburants dans les transports.

Il appartiendra aux états membres, selon cette proposition, de décider de la combinaison des contributions provenant de ces secteurs pour atteindre leurs objectifs nationaux, en choisissant le moyen qui convient le mieux à leur situation nationale. La Commission va utiliser 2005 comme année de référence pour tous les calculs.

Selon la Commission, le secteur des énergies renouvelables créerait en Europe un million d'emplois d'ici à 2020. Le secteur des énergies renouvelables a actuellement un chiffre d'affaires de 30 milliards et fournit environ 350000 emplois.

La commission pense que ces objectifs devraient se traduire par une économie de 600 à 900 millions de tonnes de dioxyde de carbone (CO₂) par an. Le coût estimé de cette initiative serait d'environ 13 à 18 milliards d'euros par an.

Après les décharges, l'éolien et l'hydro surestimés au niveau de leurs URCEs !

Après la déception du secteur des décharges, dont les premières estimations des URCEs pouvant en résulter se sont avérées trop fortes (70% en moins de ce qui était prévu), on estime aujourd'hui que d'autres secteurs porteurs pour le MDP connaissent le même problème : une surestimation de leur capacité de livrer des URCEs. C'est le cas de l'éolien et de l'hydraulique selon Axel Michaelowa expert du marché du carbone. Pour l'hydraulique, une surestimation de 30 % est possible et pour l'éolien de 25 %.

Ceci a eu pour conséquence une surévaluation des portefeuilles des sociétés carbone qui a nuit à leur gestion financière. Ces sociétés ont connu une correction forte la fin de l'année 2007 à la bourse lorsque le réajustement de leur portefeuille s'est imposé !

Le risque carbone est lié en partie à notre maîtrise limitée de la réalité du processus de réduction des émissions. Ce risque est réduit avec le temps et avec la mise en œuvre de projets et la livraison des URCEs, mais d'autres risques apparaissent !! Le climat change, avec ses vents et ses précipitations et donc les débits de ses fleuves. Pour des projets dont les calculs sont basés sur le climat passé...normal en partie qu'on arrive à des incertitudes...

Émirats Arabes Unies : 30 projets MDP en cours de préparation

L'un des pays dont le niveau d'émissions en GES par habitant est parmi les plus importants du monde, les Émirats Arabes Unies, souhaiterait présenter aux Nations Unies, dans les prochaines années, plus de 30 projets MDP pour enregistrement, dont la plus grande centrale solaire au niveau mondial. Il est à noter que, outre ces 30 projets prévus, 5 autres projets MDP avaient déjà reçu l'approbation du Gouvernement.

Les projets proposés sont des projets du secteur pétrole/gaz, mais aussi des projets d'ER. Une grande initiative a été lancée dans ce pays `l'Initiative Masdar`, avec pour objectif d'investir dans les ER et dans des projets de réduction des émissions en GES.

Le pétrole/gaz reste toutefois le secteur porteur au niveau des URCEs pour ce pays. En janvier 2008, EcoSecurities a signé un contrat de développement de projets MDP avec deux producteurs d'hydrocarbures dans la région : Dana Gaz PJSC et Crescent Petroleum of Sharjah.

Projets MDP sur le site de la CCNUCC : 28 janvier 2008

- Projets dans le portefeuille de la CCNUCC : **plus de 2 800 projets avec 2,6 milliard de TCO₂eq attendues avant 2012**
- Projets soumis pour enregistrement : **50 (9 524 555 TECO₂/an)**
- Projets enregistrés : **907 (189 488 363 TECO₂/an) dont 15 dans des pays francophones : 3 en Égypte, 1 au Laos, 4 au Maroc, 3 en Moldavie, 2 au Vietnam et 2 en Tunisie.**
- URCEs émises : **110 861 251 URCEs**

- Méthodologies de ligne de base : **97 approuvées (48 Grands projets, 14 consolidées, 10 pour le boisement/reboisement et 29 pour les Petits Projets)**
- AND notifiées : **128 dont 102 situées en pays non Annexe I (27 en pays francophones)**
- Entités Opérationnelles Accréditées : **18 dont 7 vérifications**
- Prix de l'URCE **entre 2008-2012 : de 7 à 15,5 € (7 pour des URCEs de projets à risque moyen, 9 pour des URCEs de projets à risque faible, 11 à 13 URCEs de projets enregistrés, 15,5 € pour des URCEs émises !)** ; prix **pour Post 2012 : entre 1,5 et 5 €.**

Portail MDP Francophonie

Un portail MDP a été créé et mis en place par l'IEPF dans le cadre de l'Initiative Francophone de Partenariat dans le domaine du MDP. Il peut être consulté sur le site de l'IEPF à l'adresse suivante : <http://www.iepf.org/ifp-mdp>.

De l'information sur la validation /enregistrement de projets MDP par le CE sur :

- Autorités Nationales Désignées du MDP - AND MDP : <http://cdm.unfccc.int/DNA>
- Entités Opérationnelles Désignées EOD : <http://cdm.unfccc.int/DOE/list>
- Projets enregistrés : <http://cdm.unfccc.int/Projects/registered.html>
- Méthodologies de Lignes de base et de suivi pour les projets : <http://cdm.unfccc.int/methodologies>
- Méthodologies approuvées : <http://cdm.unfccc.int/methodologies/PAMethodologies/approved.html>
- Méthodologies en cours de révision <http://cdm.unfccc.int/methodologies/process?cases=B>
- Méthodologies non approuvées : <http://cdm.unfccc.int/methodologies/PAMethodologies/publicview.html?cases=C>
- Méthodologies approuvées pour les projets de petite échelle : <http://cdm.unfccc.int/methodologies/SSCmethodologies/approved.html>
- Projets MDP en cours de validation et proposés pour commentaires du public <http://cdm.unfccc.int/Projects/Validation>

Glossaire

BM :	Banque Mondiale
B/RB :	Boisement /Reboisement
CCNUCC :	Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques
CDP :	Conférence des Parties à la CCNUCC
DD :	Développement durable
DDP :	Document Descriptif de Projet MDP
CC :	Changements Climatiques
CE :	Commission Européenne
CE MDP :	Conseil Exécutif du MDP
CSC :	Captage et Stockage du Carbone
EE :	efficacité énergétique
EOD :	Entité Opérationnelle Désignée
ER :	Énergies renouvelables
EUA :	États-Unis d'Amérique
GES :	gaz à effet de serre
GIEC :	Groupe Intergouvernemental chargé des Études Climatiques
IEPF :	Institut de l'énergie et de l'environnement de la Francophonie

IFP MFDP : Initiative Francophone de Partenariat pour le MDP
MDP : Mécanisme pour un Développement Propre
MOC : Mise en œuvre Conjointe
NIP : Note d'Information de Projets MDP
NF MDP : Nouvelles Francophones du MDP
PED : Pays En voie de Développement
PK : Protocole de Kyoto
PNAQE : Plan National d'Allocation de Quotas d'Émissions
PNAQE 1 : pour 2005-2007
PNAQE 2 : pour 2008-2012
PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement
PNUE : Programme des Nations Unies pour l'Environnement
RD : Réunion des Parties au PK
UE : Union Européenne
URCE : Unité de Réduction Certifiée des Émissions en GES (1 tonne CO₂eq)
URVE : Unité de Réduction Volontaire des Émissions (1 tonne CO₂eq)
UTCF : Utilisation des terres, leurs changements et la forêt

- 'Nouvelles Francophones du MDP' est un bulletin hebdomadaire édité par l'IEPF dans le cadre de l'Initiative francophone de Partenariat dans le domaine du MDP lancée en avril 2005 par la communauté francophone à Montréal

- Abonnez vous à ce bulletin ici : <http://www.mediaterre.org/mailman/listinfo/initiative-mdp>

*- Participez à la vie de ce bulletin en adressant vos premières expériences, vos acquis ainsi que vos besoins en matière de MDP à : **Initiative Francophone de Partenariat dans le domaine du MDP, IEPF**
initiative-mdp-animateur@mediaterre.org*